



Les Organisations de retraités vous appellent à vous mobiliser le jeudi 30 mars

Neuf Organisations syndicales et Associatives appellent les retraité·e·s à une nouvelle journée de mobilisation nationale sous des formes multiples dans les départements (manifestation, rassemblement, etc...) le 30 mars.

Haro sur les pensions de retraite

De réforme en réforme, le pouvoir d'achat des retraité·e·s ne cesse de se dégrader. Par exemple, le calcul des pensions sur les prix remplaçant le calcul sur les salaires dès 1987 dans le privé, puis en 2004 pour la Fonction publique a constitué une catastrophe pour nombre de retraité·e·s. Ainsi, de 2003 à 2014, les pensions progressaient de 17,9%, tandis que les salaires eux progressaient de 24,8% et le SMIC de 32,6 %. Sur les vingt dernières années, on peut estimer à une perte d'environ 20% du pouvoir d'achat pour de nombreux retraité·e·s. Cela justifie pleinement que les retraité·e·s se mobilisent pour l'indexation des pensions sur les salaires afin de revenir à la situation d'avant 1987.

Mais aussi les retraité·e·s sont victimes de mesures comme l'instauration de la taxe de 0,3% de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), la perte de la demi-part réservée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant, la fiscalisation de la majoration de 10% de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants, ...

De même, le poids de la fiscalité, avec surtout la TVA, pèse principalement chez les plus démunis.

A tout cela, il faut rajouter le blocage de régimes complémentaires.

Pour trop de retraités le logement constitue une dépense de plus en plus importante que l'on soit

propriétaire ou locataire. Avec la Loi de financement 2016 c'est l'ensemble du patrimoine qui est pris en compte pour les bénéficiaires de l'APL. Le coût des transports, leur inadéquation sont souvent un obstacle pour accéder à une vie sociale. A cela, il faut rajouter la désertification des services publics.

Nous ne sommes pas tous égaux face à la crise. Les inégalités, notamment de revenus, s'aggravent et dans des proportions inquiétantes. Les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Plus globalement, on va assister à un appauvrissement généralisé des retraité·e·s dans les années à venir, si rien n'est fait. Fin 2016, des Associations caritatives ont dénoncé l'accroissement de la pauvreté actuellement chez les personnes âgées. Parmi les plus touchées, on trouve principalement les femmes pour qui les pensions sont globalement inférieures de 40% à celles des hommes.

Les pensions de retraite ne sont pas une allocation de solidarité, une aumône. La pension est le résultat des cotisations payées tout au long de la vie professionnelle, des richesses qui ont pu être créées pendant ce temps. Il s'agit d'un droit à une pension relative à la reconnaissance de la qualification. Cela justifie pleinement le retour du calcul des pensions sur les salaires et le maintien des pensions de réversion dans les régimes de base et les complémentaires.

La santé malade des politiques

En matière de santé, encore une fois, un grand nombre de personnes âgées sont décédées de la grippe. Le danger était connu. Déjà, en 2015, le nombre de décès était supérieur à la période de la canicule de 2003. Cette épidémie montre l'ampleur de la dégradation de notre système de santé qui n'est même plus capable de répondre à une banale

épidémie de grippe. L'ampleur de l'épidémie, si elle révèle une nouvelle fois un manque d'anticipation, marque surtout les limites d'une politique de casse de la Sécurité sociale, de l'hôpital avec les milliers d'emplois supprimés, des milliers de lits fermés, la course à la rentabilité. Hôpital, médecin de ville, spécialistes, dépassement d'honoraires : c'est de plus

en plus difficile de pouvoir se soigner. Aujourd'hui, trop de retraités ne sont plus en mesure d'avoir une mutuelle. Le plafonnement du remboursement des mutuelles a fait chuter le remboursement des frais de santé.

Ce recul de société explique aussi pourquoi de plus en plus de retraité·e·s sont amenés à reprendre un « petit boulot ».

Retraité et retraitée : reconnaissance en matière de pension, de droit à une vie décente, mais aussi

reconnaissance par la société. En effet, il est curieux de constater par exemple au travers de la Loi d'adaptation de la société au vieillissement ou dans les discours officiels que l'on ne parle plus que de « personnes âgées ». A quel âge est-on une personne âgée ? Personne ne peut le définir. Est-ce à partir du moment où la personne âgée commence à avoir un handicap ? La personne retraitée, quel que soit son âge, a travaillé des années, a versé des cotisations et a donc droit à une pension.

Besoin d'agir

Enfin imaginons que si, à l'appel des 9 Organisations syndicales et Associations, les retraités ne s'étaient pas mobilisés, nous connaîtrions la même situation que les retraités de plusieurs pays européens qui, comme en Allemagne, ont vu s'accroître considérablement le nombre de retraités pauvres.

Nos actions ont permis de petites améliorations : les personnes non imposées en 2015 n'ont pas payé d'impôt en 2016 et 2017, les seuils de déclenchement de la CSG ont été relevés...

Alors oui, les retraités ont de bonnes raisons de se mobiliser, d'exiger une revalorisation de leurs pensions, le retour au calcul sur les salaires.

Se mobiliser le 30 mars, c'est dire aux candidats à l'élection présidentielle que les 17 millions de retraités veulent voir leur place reconnue dans la société, avoir les ressources pour vivre décemment, pouvoir se soigner, se loger,... et lutter efficacement contre l'isolement social par une politique de transports, de culture, de services publics de proximité.

Afin d'aller rencontrer les retraités, les Organisations et Associations ont décidé ensemble de les consulter sur la réalité de leur situation en matière de pouvoir d'achat, sur les questions liées à la perte d'autonomie pour eux ou leur famille, sur leur volonté d'agir... Ce questionnaire sera consultable et pourra être rempli sur le site <http://www.retraitesencolere.fr/>

C'est pour cela que nous appelons :

- **A faire du jeudi 30 mars une nouvelle journée de mobilisation nationale des retraité·e·s sous des formes multiples dans les départements (manifestation, rassemblement, etc...).**
- **A exprimer au travers de la consultation nationale vos préoccupations, vos revendications.**

RETRAITÉS(ES) : OCCUPONS-NOUS DE NOTRE AVENIR

Faisons les taire tous ces experts économiques et sociologues du déclin, ces politicards du recul social, ces dirigeants patronaux qui en sont restés au siècle dernier.

Non et non les retraités ne sont pas une charge pour la société



Assez de ces ministres qui depuis des années maltraitent les retraités à coups de réformes, de Balladur en 1993 à Fillon en 2003 et 2010, qui ont conduites à une baisse généralisée des retraites de

plus de 20 %, sans oublier Wauquiez alors ministre de Sarkozy qui n'hésitait pas à qualifier le Revenu de Solidarité Active de « dérive de l'assistanat » où se « nicherait le cancer de la société française ». Ce sont les mêmes qui veulent supprimer l'impôt sur la fortune.

Assez de voir le gouvernement Hollande/Valls perpétuer cette politique en bloquant une augmentation des retraites depuis **plus de 1400 jours en ce début d'année 2017.**

En fait, pour eux tous, ils ont une même et seule logique il est intéressant de racketter les retraités et les pauvres car ils sont très nombreux.

En procédant ainsi ils assèchent une source de dynamique économique et sociale.

Ils oublient que les retraités malgré leurs petites retraites paient la TVA comme tout le monde, qu'ils paient les marchandises comme tout le monde, qu'ils paient des impôts comme tout le monde, qu'ils cotisent aussi à la Sécu, qu'ils paient cher les assurances et mutuelles...

C'est vrai les retraités ne produisent plus directement de richesses. Mais ils/elles l'ont fait pendant des années de travail, mais aujourd'hui ils/elles réinvestissent massivement le montant de leurs retraites dans les rouages de la société que ce soit familialement, socialement mais aussi économiquement.

Le pouvoir d'achat des retraités : ce sont des millions d'emplois

280 milliards est le montant des retraites au niveau national.

Cette manne financière est réinvestie dans l'économie (nationale) au travers de la consommation des retraités par exemple : 60 % pour l'alimentation, 51 % pour le logement, 49 % pour la communication et 50 % pour l'automobile... sans compter le transport, les loisirs et les activités sportives.

Ce sont ainsi des millions d'emplois qui directement dépendent du pouvoir d'achat des retraités. Quant à la question de la santé, les retraités sont régulièrement dénoncés comme des boulets, et pourtant là encore ce sont des millions d'emplois dans les maisons de retraites, les services à domiciles, les services de santé, et si l'on parlait de l'industrie pharmaceutique qui se fait d'énormes profits sur le dos des malades et de la Sécu.



Pubs à la télé, dans la presse, colloques, conférences... les retraités sont devenus une cible pour l'industrie, le commerce, les loisirs, le tourisme, les services, à tel point d'ailleurs que le pouvoir d'achat des retraités a trouvé une appellation la « Silver Economie » ou encore « l'Economie Argentée » (la couleur de nos cheveux ou notre porte-monnaie ?) qui voit son chiffre d'affaires atteindre près de 100 milliards d'€.

Retraités, toutes les raisons de nous faire entendre en 2017

Pas question qu'en 2017 que nous retraités soyons obligés de nous serrer encore d'un cran la ceinture.

Pas question qu'en 2017 alors que la France est la 5^e puissance économique mondiale que nous acceptions de nouvelles ponctions sur nos retraites.

Pas question qu'en 2017 que nous ne pouvions plus faire face aux dépenses les plus élémentaires comme le logement, la santé, le chauffage...



Retraités, nous sommes une force sociale et économique indispensable dans notre pays

Nous sommes présents(es) dans quasiment tous les secteurs d'activités.

On nous retrouve dans des responsabilités municipales, politiques, syndicales, la culture le sport, l'environnement...

Nous sommes un élément déterminant de la vie familiale, sociale, l'éducation, le mouvement associatif et solidaire.

Nous représentons une force économique considérable à la fois comme consommateurs et comme source d'emplois.



Le 30 mars, unis, rassemblés, nous serons plus forts pour faire que : soit l'année d'avancées sociales pour le monde des retraités.

Alors en 2017 soyons exigeants

Rejetons toutes culpabilisations, dénigrement nous ne sommes pas des nantis ni une charge pour la société.

> Exigeons tout de suite une augmentation des retraites et pensions de 300 € pour rattraper des dizaines d'années de retard.

> Exigeons le retour à l'augmentation de retraites sur l'évolution des salaires (et non sur le pseudo indice des prix) et cela au 1^{er} janvier de chaque année.



> Exigeons l'annulation de toutes les mesures fiscales qui ont entraîné des pertes de pouvoir d'achat.

> Exigeons une présence syndicale dans tous les lieux où se discutent la situation des retraités.

Exigence = Reconnaissance

Retraités(es), nos exigences ne sont que l'expression d'une juste reconnaissance de notre place dans la société. Nous avons et nous continuons à être complètement acteurs de la vie sociale familiale et économique de notre pays.

Afin de peser dans le débat public, les 9 organisations syndicales et associatives ont décidé de s'adresser aux retraités pour mieux vous connaître, mieux prendre en compte votre avis et mieux vous représenter.

Ils vous invitent à répondre au questionnaire qui vous sera présenté par les militants et que vous pourrez retrouver sur le site de l'UCR CGT.



LIEU ET HEURE DU RASSEMBLEMENT

RETRAITÉS EN 2017 ON S'OCCUPE DE NOTRE AVENIR
Donnez de la force à vos exigences : rejoignez la CGT retraités

NOM Prénom

Adresse

Ancienne profession et entreprise

Telephone Signature :

A retourner à : UCR CGT - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 55 82 83 75 - E-mail : ucr@cgt.fr - Site : www.ucr.cgt.fr

